

RHONE

Justice : une journée pour vous aider à mieux connaître vos droits

Mardi 24 mai, sera la Journée nationale de l'accès au droit. A cette occasion, des portes ouvertes sont organisées en divers points-justice du département. Objectif : que les citoyens s'approprient le droit comme « bien commun ». Qu'ils trouvent facilement des réponses à leurs questions juridiques.

Un « sac de nœuds ». L'expression est utilisée plusieurs fois par Michaël Janas, président du tribunal judiciaire de Lyon, en évoquant la densité du droit, qui « irrite tout » mais est « très complexe ».

Comment faire pour que les citoyens ne se retrouvent pas désespérés face à ce « sac de nœuds » ? C'est tout l'enjeu de l'action, menée, depuis plus de 20 ans, par le Conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) du Rhône, sur la base du « principe fondamental de l'accès au droit », défini par l'article 53 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée.

« Apporter de l'apaisement dans une société très tendue »

Dans ce Groupement d'intérêt public (GIP), au budget annuel de 500 000 €, participent l'État (ministère de la Justice, préfecture du Rhône), les collectivités territoriales, les barreaux de Lyon et de Villefranche-sur-Saône, les huissiers de justice, notaires, des avocats, ainsi que des représentants associatifs.

« Mieux connaître ses droits, c'est mieux les exercer », souligne Michaël Janas, par ailleurs président du CDAD. « C'est permettre à des gens en difficulté de trouver des



Michaël Janas, président du tribunal judiciaire de Lyon, et Nicolas Jacquet, procureur de la République de Lyon, parlent d'une seule voix : « Mieux connaître ses droits, c'est mieux les exercer. » Photo Progrès/Sophie RAGUIN

solutions » et donc contribuer à « apporter de l'apaisement » dans « une société très tendue ».

« Au-delà, c'est favoriser l'accès à la justice », renchérit Nicolas Jacquet, procureur de Lyon et vice-président du CDAD.

Concrètement, cela passe par un maillage du territoire, avec sept maisons de justice et du droit (Villeurbanne, Rillieux-la-Pape, Vaulx-en-Velin, Bron, Vénissieux, Givors, Lyon-sud) et deux antennes de justice et du droit (Meyzieu, Lyon-nord), où les gens peuvent aller gratuitement s'informer, bénéficier de consultations et d'un accompagnement dans leurs démarches juridiques.

Ce sont également des points-justice labellisés, avec quatre associations partenaires : Amely (conflits du quotidien), Le Mas (précarité et exclusion), Alpil (insertion par le logement), CIDFF (droit des femmes).

En langue des signes aussi

Il existe aussi des points-justice spécialisés : en milieu pénitentiaire (Corbas, Villefranche, Meyzieu) ; en langue des signes (Lyon-nord) ; pour les personnes âgées (Bron) ; pour prévenir les « expulsions/localités » (palais de justice) ; ou encore pour de la médiation (palais de justice et maisons de justice).

Par ailleurs, un bus itinérant va à la rencontre des Restos du cœur, pour toucher les publics les plus démunis.

Des actions pédagogiques sont également menées en milieu scolaire. Sans parler de contributions à divers événements culturels : expositions, projections, conférences.

Sont en projet la modernisation du site internet, ainsi qu'une participation à la Nuit du droit, le 4 octobre, avec un débat sur le crime parfait et la reconstitution d'une scène de crime, au palais de justice, rue Servient.

En 2021, ce sont quelque 53 000 personnes, qui ont franchi la porte des points-justice, selon le prési-

dent du tribunal.

Avec des attentes, notamment, dans les domaines du droit de la propriété, des affaires familiales, droit du travail ou des étrangers, détaille le procureur.

« Un dispositif, avec beaucoup d'humain derrière, qui rend de vrais services »

Et le dispositif semble efficace, puisqu'une enquête nationale, menée en 2020, a conclu à des taux de satisfaction, supérieurs à 95 %, en termes de qualité d'accueil, délai, clarté des informations et pertinence des réponses.

« C'est un dispositif, avec beaucoup d'humain derrière, qui rend de vrais services. Qui peut dénouer des situations inextricables, qui fait essaimer le droit comme bien commun », se réjouit Michaël Janas.

« C'est un outil démocratique, de cohésion sociale. Il faut absolument que les citoyens s'en emparent », invite Nicolas Jacquet.

Reste que le dispositif est encore méconnu : c'est pourquoi des portes ouvertes sont organisées ce mardi 24 mai, à l'occasion de la Journée nationale de l'accès au droit, instituée en 2017 ; pour savoir où vous rendre, un numéro unique, le 30 39, accessible aux personnes malentendantes, vous mettra en relation avec votre point-justice le plus proche.

La Clinique juridique de l'Université Jean-Moulin Lyon 3 participera, elle aussi, à la journée de mardi : des étudiants en droit et des élèves-avocats tiendront une permanence, de 14 h à 18 h, à l'École des avocats (Edara), 191 rue Vendôme, à Lyon 3^e.

Sophie RAGUIN

MÉTROPOLE DE LYON

Une première : des clowns au bloc opératoire auprès des enfants hospitalisés

L'opération d'un enfant est souvent un moment éprouvant, générateur d'angoisse pour le patient et pour ses parents.

Lundi 16 mai, deux clowns étaient présents à l'entrée et à la sortie d'une opération chirurgicale à l'hôpital Femme-Mère-Enfants à Bron (Hospices civils de Lyon).

Chaque 1^{er} et 3^e lundi du mois à l'HFME

Désormais, ils seront présents chaque 1^{er} et 3^e lundi du mois à l'HFME, afin de dédramatiser le moment du passage au bloc, faire en sorte que l'enfant et ses parents en gardent un souvenir plus agréable, accompagner les enfants seuls, créer du lien...

C'est la première fois dans cet hôpital que ces artistes interviennent de cette façon-là, en contribuant à améliorer la prise en charge des petits pa-



Ici, l'un des comédiens de l'association Docteur Clown qui travaille toute l'année auprès des enfants hospitalisés.

Photo fournie par Docteur Clown

tients soumis à une anesthésie.

Cette présence, qui était souhaitée par le personnel soignant, est le fruit d'un partenariat entre deux associations de clowns, qui interviennent dans notre région : Vivre aux éclats et Docteur Clown.

Chacune d'elles compte 16 comédiens-clowns professionnels, qui interviennent en milieu de soins. Vivre aux éclats intervient aussi auprès des personnes âgées et des personnes handicapées. Docteur Clown travaille au chevet de 15 000 enfants, chaque année.

Selon la responsable de cette association, au sein de la Fédération française des associations de clowns hospitaliers (20 associations membres), les clowns lyonnais seraient les premiers à intervenir ainsi de manière régulière, dans un service chirurgical.

M.F.

MÉTROPOLE DE LYON

Cancer : une équipe du Progrès aux retrouvailles de Courir pour elles



La dream team du Progrès assurée. Photo Progrès/Larbi DJAZOULI

Elles s'appellent Hélène, Ophélie, Caroline, Marianne, Cécile, Marjorie, Caroline, Eva, Cécile, Ninon et Isabelle. Elles font partie de la dream team du Progrès, qui s'est mobilisée ce dimanche 22 mai, au parc de Parilly, à Bron, pour l'événement sportif de l'association lyonnaise Courir pour elles, qui a réuni près de 13 000 participants. Neuf d'entre elles ont fait le pari du 5 km allure libre ; l'une, du 5 km marche ; et la plus aguerrie, du 10 km course. « On ne se connaissait pas, pour la plupart, avant le départ de cette belle aventure humaine », raconte Hélène, du service événements. « On souhaitait, à notre modeste niveau, se mobiliser pour une noble cause. Soutenir les femmes en soin et prévenir le cancer, le credo de l'association "Courir pour elles", nous convenait parfaitement. Le bouche-à-oreille a permis, ensuite, rapidement de réunir 11 personnes. »